LA RESPONSABILITE DE LA MERE DIVORCEE DU FAIT DE SES ENFANTS MINEURS

Par A. FILALI *

Dans un article de doctrine publié à la R.A.S.J.P. (N° 3/1994), sous le titre: «La responsabilité civile des père et mère du fait de leurs enfants mineurs - dans le cas du divorce-», notre collègue Mme HANIFI Louisa s'est penchée sur les problèmes posés par la mise en oeuvre des dispositions de l'article 135 du code civil. Ces difficultés tiennent notamment à la détermination du parent responsable ; dès lors que la responsabilité de la mère ne peut être engagée qu'après le décès du père, et que la responsabilité de celui-ci ne peut être envisagée en raison de la cessation de la cohabitation entre le père et l'enfant par l'effet du divorce.

Après avoir fait allusion aux solutions préconisées par la doctrine, à savoir: la responsabilité de la mère es-qualité du fait de son enfant conformément à l'article 135 C.C.v⁽¹⁾, ou es qualité de civilement responsable du fait d'autrui étant chargée de la surveillance de l'enfant mineur dont elle a la garde conformément aux dispositions de l'article 134 C.Civ ou sur la base de sa responsabilité personnelle en application de l'article 124 C.Civ, Mme HANIFI retient plutôt la responsabilité du père. Celui-ci serait responsable parcequ'il est d'une part le seul détenteur de la puissance paternelle, et d'autre part titulaire d'un droit de visite qui lui permet d'exercer son droit de surveillance, malgré l'absence de toute cohabitation. Il est vrai que l'auteur n'a pas manqué d'arguments pour étayer la solution préconisée, mais il est aussi vrai que l'essentiel de l'argumentation développée a été puisé dans le droit de la famille et non le droit civil⁽²⁾. La solution

* Maître de conférence

(1) Voir Saddek Djeddi, magister 1987, p. 126. مسؤولية عديم الوعي رسالة ماجستير

L'auteur soutient que la mère serait responsable même du vivant du père, lorsque celui-ci n'est pas en mesure d'assumer son obligation de surveillance en raison notamment de son état mental (dément ou faible d'esprit) ou physique (aveugle ou paralysie). ces cas d'empêchement doivent être assimilés à inexistence du père; et il en de même lorsque celui-ci est absent pendant longtemps, qu'il est condamné et ou divorcé.

(2) L'auteur écrit : *La réponse à cette question; comme nous le verrons, se situe en dehors même des règles de droit civil;...* p. 604.

retenue est certes séduisante; en qu'elle semble être conforme aux traditions et aux moeurs de notre société, mais son fondement me paraît critiquable au regard des règles régissant la responsabilité civile. A cet égard, il me semble nécessaire de rappeler que la multiplication des branches du droit s'explique par la diversité des domaines d'intervention du droit. L'autonomie de ces différentes branches du droit se manifeste généralement à travers des concepts propres ou des significations particulières qu'elles donnent aux concepts déjà connus des autres branches du droit. Ainsi les problèmes de responsabilité civile doivent être examinés d'abord à la lumière des dispositions du code civil et cela quelque soit les liens que peut présenter le cas d'espèce avec le droit de la famille ou une autre branche du droit.

En ce qui concerne les difficultés posées par l'application de l'article 135 C. Civ, en raison de la situation de fait créée par le divorce des parents, il y a lieu de relever que la responsabilité des père et mère est en réalité un simple cas d'application de la responsabilité du fait d'autrui (1), et qu'en conséquence si la mère ne peut être responsable du fait de son enfant mineur du vivant du père rien n'empêche la mise en jeu de sa responsabilité du fait d'autrui en application de l'article 134 C. civ (2). D'ailleurs cette responsabilité du fait d'autrui n'est qu'une responsabilité subsidiaire, ce qui signifie que la victime pourra aussi se prévaloir des règles de la responsabilité de droit commun et engager en conséquence la responsabilité personnelle de la mère sur la base de l'article 124 C. Civ (3).

1 — LA RESPONSABILITE DES PERE ET MERE : CAS D'APPLICATION DE LA RESPONSABILITE DU FAIT D'AUTRUI

L'article 135 C. Civ, comme l'a souligné Mme HANIFI, a été certainement inspiré de l'article 1384 du code civil français; mais contrairement au législateur français qui a énuméré limitativement les cas de responsabilité du fait d'autrui⁽³⁾, le législateur algérien a d'abord énoncé dans l'article 134 C.civ le principe général de la responsabilité du fait d'autrui pour énumérer ensuite dans l'article 135 C.civ des cas de figure de ce type de responsabilité. A travers cette énumération, qui n'est pas simplement indicative ou illustrative, le législateur a présumé un certain nombre de conditions nécessaires à la mise en oeuvre de la responsabilité du fait d'autrui, dans le but bien évident de protéger davantage la victime. En effet, aux termes du principe général de la responsabilité du fait d'autrui posé par

(3) Voir H.L. & J Mazeaud, leçons de droit ckivil, t. 2, 4ème édition, p. 426; A Colin & H. Capitant, cours élémentaire de droit civil, t. 2, 10ème édition, p. 249.

l'article 134 C. Civ, la victime devra prouver - outre le fait d'autrui, le dommage et le lien de causalité - que le responsable est tenu, en vertu de la loi ou d'une convention d'exécuter la surveillance sur la personne de l'auteur du dommage, et que celui-ci en raison de sa minorité ou de son état mental ou physique, a besoin d'être surveillée. Or dans l'article 135 C. Civ, il n'en n'est rien, puisqu'il est simplement indiqué que «le père, après son décès, la mère sont responsables des dommages causés par leurs enfants mineurs habitant avec eux;...». L'obligation de surveillance à la charge du responsable du fait d'autrui qui est une condition de mise en œuvre de cette responsabilité est présumée par l'article 135 C. Civ dès lors qu'il s'agit du père ou de la mère⁽⁴⁾. Il en est de même pour la seconde condition à savoir le besoin de surveillance dès lors qu'il s'agit d'un enfant mineur⁽⁵⁾. Quant à la condition de cohabitation édictée par l'article 135 C. Civ - ... leurs enfants mineurs habitant avec eux, - elle traduit la dépendance des enfants de leurs parents et présume en même temps que l'enfant se trouve effectivement sous la surveillance de ses parents⁽⁶⁾ et qu'il n'y a donc aucun empêchement quant à l'exercice de l'obligation de surveillance⁽⁷⁾.

A la lumière de ces considérations, les solutions retenues par le droit français⁽⁸⁾ sont devenues caduques et on ne peut plus donc s'y référer pour l'interprétation d'impositions de l'article 135 C. Civ. Il y a lieu de souligner par ailleurs que les cas de responsabilité visés à l'article 135 C. Civ dont celui de la responsabilité des père et mère sont fondés sur une présomption de faute au même titre que le principe de la responsabilité du fait d'autrui énoncé à l'article 134 C. Civ. La différence que l'on peut relever à propos des conditions de mises en œuvre de chacun de ces deux articles est le fait seulement de présomption édictées par l'article 135 C. Civ, sans aucune conséquence sur le fondement de la responsabilité. Ainsi donc l'article 135 est un simple cas de figure de la responsabilité du fait d'autrui énoncée à l'article 134 C. civ. Etant ainsi, les difficultés d'application de l'article 135 C. Civ du fait du divorce des parents et de l'attribution de la garde des enfants à la mère pourront être évitées en arguant les dispositions de l'article 134 C. Civ.

(4) La puissance paternelle dont sont investis les parents (père et mère) leur impose des obligations à l'égard de leurs enfants et à l'égard des tiers «...ils doivent, en donnant à leurs enfants une bonne éducation et en les surveillant attentivement, les empêcher de causer un préjudice». Voir H.L MAZEAUD & A. Tunc, op. cit., n° 734 - 735.

(5) L'article 134 C. Civ dispose «Quiconque est tenu en vertu de la loi ou d'une convention, d'exécuter la surveillance sur une personne qui, à raison de sa minorité... a besoin d'être surveillée...» ce qui est le cas en l'espèce.

(6) Voir Sadek Djeddi, op. cit., p. 126.

(7) Voir H.L. Mazeaud & A Tunc, op. cit., n° 756.

(8) Rappelons que l'application du code civil français a été reconduite en Algérie jusqu'à la promulgation du code civil actuel.

2 – LA RESPONSABILITE DE LA MERE DU FAIT D'AUTRUI

Les présomptions édictées par l'article 135, et exposées ci-dessus, sont des présomptions simples, et donc passibles de la preuve contraire. Le père est en droit, par exemple d'arguer et de prouver qu'il n'assume plus d'obligation de surveillance sur son enfant, qui a été confié à la garde de sa mère consécutivement au prononcé du divorce, ou qu'il n'est plus en mesure d'exercer cette obligation de surveillance du fait de la cessation de la cohabitation, par l'effet du divorce. Mme HANIFI n'admet cette argumentation que pour le droit français, parce qu'en droit algérien dit-elle, « :... seul le père est détenteur de la puissance paternelle; celle-ci ne subit, en cas de divorce, aucun dédoublement, voir aucune restriction ». Autrement dit la présomption de responsabilité est la conséquence « : de l'autorité paternelle qui constitue l'un des attributs de la puissance paternelle reconnue exclusivement au père... ». Ce raisonnement me paraît contestable dans la mesure où les liens existant entre la puissance paternelle et l'obligation de surveillance ne signifient pas que la première implique irréfragablement et dans tous les cas la seconde⁽⁹⁾. L'obligation de surveillance qui est le fondement de la présomption de responsabilité du fait d'autrui⁽¹⁰⁾, est présumée certes par la puissance paternelle, de sorte que le parent qui exerce celle-ci, est censé assumer l'obligation de surveillance. Mais il s'agit là d'une présomption simple, susceptible de preuve contraire dès lors que l'obligation de surveillance ne peut être exercée en réalité que par le parent qui a la garde de l'enfant. Celle-ci constitue, en effet, la mesure de l'obligation de surveillance et elle en est le critère⁽¹¹⁾. Il me semble d'ailleurs que Mme HANIFI qui défend avec beaucoup de conviction et d'arguments son point de vue admet au moins implicitement que l'exercice du droit de garde par la mère pourrait constituer un argument de poids qui plaide en faveur de la responsabilité de celle-ci. A cet égard elle estime, que l'attribution de la garde de l'enfant à la mère ne constitue pas un obstacle à l'exercice de l'obligation de surveillance qui reste une prérogative du père liée à sa puissance paternelle. Elle cite à l'appui de cet argument une abondante jurisprudence qui appelle toutefois deux remarques importantes; on relèvera en premier lieu que les décisions citées sont rendues par les juridictions statuant en matière de statut personnel, et en second lieu, l'ensemble des litiges tranchés par ces mêmes décisions à trait au droit de visite du père et non au problème de responsabilité de celui-ci du fait de ses enfants.

(9) Voir à propos du rapport entre le droit de garde ou la hadhana et la puissance paternelle. Mme Khelef née Lamondi Nadhira, La Déchéance de la hadhana, magister Alger 1984, p.29.

(10) Voir alinéa 2 de l'article 135 C Civ.

(11) Voir H. MAZEAUD & A TUNC, op. cit. p. 862.

Elle soutient enfin que l'attribution de la garde de l'enfant à sa mère n'emporte pas transfert de l'obligation de surveillance qui reste à la charge du père⁽¹²⁾. La garde ne consisterait aux termes des dispositions de l'article 62 du code de la famille qu'en « l'entretien, la scolarité et l'éducation de l'enfant dans la religion de son père, ainsi que la sauvegarde de sa santé physique et morale... et non de surveillance, c'est à dire de contrôle des agissements de l'enfant ». Cette interprétation restrictive est conforme dit-elle aux prescriptions du droit musulman, et aux décisions de la Cour Suprême. Celle-ci distinguerait notamment l'obligation d'éducation à la charge de la mère puisque comprise dans le droit de garde, de l'obligation de surveillance qui demeure quant à elle à la charge du père. La subtilité de ce raisonnement traduit en fait l'attachement de l'auteur à une solution équitable et conforme à nos traditions et nos moeurs. Mais au delà de ces considérations il y a le respect des lois. Il est vrai que le caractère général de celles-ci, permet souvent aux juges d'évoluer dans l'interprétation qu'ils font des textes de lois en fonction des réalités sociales mais dans certain cas ce procédé est inopérant et d'où la nécessité de l'intervention du législateur. Signalons à cet égard que ce genre de situations sont souvent la conséquence de la reprise intégrale de lois coloniales sans que le législateur se préoccupe de leur conformité avec nos valeurs et nos traditions.

Ceci étant, largement tiré de la conformité de cette interprétation restrictive de la notion de garde au droit musulman, pour dégager la responsabilité de la mère me paraît très précaire à deux points de vue. Il y a d'abord l'origine de l'article 135 C.civ qui a été inspiré de l'article 1384 & 1 C.C.F⁽¹³⁾, et il y a ensuite la définition du droit de garde par l'article 62 du code de la famille, et qui de l'aveu même de Mme HANIFI a un contenu plus large que le droit musulman classique⁽¹⁴⁾. Ainsi, en l'état actuel de la législation, le père est formellement recevable à prouver con-

(12) L'obligation de surveillance à la charge du père serait selon Mme Hanifi exercée à travers le droit de visite, alors que Mme KHELEF affirme : *Ainsi le titulaire de la hadhana est placé sous l'autorité de la surveillance du père de l'enfant et c'est pourquoi le juge accorde un droit de visite pour permettre au père de contrôler l'exercice de la hadhana* », op cit p.31.

(13) L'origine du texte lève toute équivoque quand au rapprochement que l'on veut faire avec le droit musulman.

(14) Pour le droit musulman, le droit de garde consistait à pourvoir aux besoins matériels de l'enfant, c'est à dire; l'allaiter, le laver, l'habiller, le coucher, et c'est au père qu'incombe, l'éducation, la surveillance, la scolarisation et la correction de l'enfant, et qu'ainsi donc, la mère n'assumait pas de devoir de surveillance l'oblige actuellement l'article 62 du code de la famille. Voir à propos de la définition de la hadhana en droit musulman, Mme Khelef, op cit, p. 29, qui estime que le législateur algérien a retenu dans l'article 51 [qui est devenu l'article 62 du code de la famille de l'avant-projet du code de la famille une conception extensive de la hadhana

tre les présomptions édictées par l'article 135 C.civ. Quant au fond, le père pourra arguer valablement le défaut de cohabitation qui est du reste dû à un motif légitime à savoir l'attribution de la garde de l'enfant à sa mère. Mais si la victime ne peut pas mettre en jeu la responsabilité du père ou celle de la mère⁽¹⁵⁾ conformément à l'article 135 C.Civ, elle a toujours la possibilité d'arguer la responsabilité du fait d'autrui en application de l'article 134 C.Civ; il lui suffit simplement de prouver que le père ou de la mère est tenu de surveiller l'enfant auteur du dommage. A cet égard la responsabilité de la mère qui a la garde l'enfant paraît très probable. En effet, en tant que titulaire du droit de garde, la mère est tenue entre de préserver l'enfant moralement et physiquement de pourvoir à son éducation, sa surveillance⁽¹⁶⁾. Il y a lieu de préciser toutefois que la mère serait dans ce cas responsabilité non pas es-qualité de mère⁽¹⁷⁾ mais en raison de l'obligation de surveillance qu'elle assume en vertu de la loi⁽¹⁸⁾ à l'égard du mineur, auteur du dommage, qui se trouve être son enfant⁽¹⁹⁾. Les termes de l'article 134 C.Civ sont en effet très clairs ; On est responsable du fait d'autrui non pas en vertu des prérogatives de puissance paternelle⁽²⁰⁾ comme c'est pratiquement le cas dans l'article 135 C.Civ⁽²¹⁾, mais en raison de l'obligation de surveillance dont on est débiteur en vertu de la loi ou d'une convention⁽²²⁾.

Il y a lieu de signaler par ailleurs que le contenu de l'obligation de surveillance est variable, de sorte qu'un enfant par exemple peut être l'objet de plusieurs obligations de surveillance cumulatives à la charge de plu-

(15) La responsabilité de la mère ne peut être engagée dès lors que le père est vivant.

(16) La Cour Suprême déclare dans un arrêt du 2 mars 1983: «*Mais attendu que la responsabilité du père est fondée sur la faute présumée soit la négligence dans la surveillance et l'éducation de son enfant, et que cette présomption ne tombe que s'il est prouvé que le père a accompli son devoir de surveillance et d'éducation*»; Voir الاجتهاد القضائي ص 27

Voir Mme Khelef, op. cit. p.30.

(17) La responsabilité de la mère es-qualité du fait de son enfant mineur ne peut être engagée qu'en vertu de l'article 135 C.Civ, or cette alternative ne peut être envisagée tant que le père est vivant.

(18) C'est en vertu de l'article 62 du code de la famille que le bénéficiaire de la garde de l'enfant est tenu d'une obligation de surveillance.

(19) Ce n'est pas le lien de parenté qui est déterminant au regard des dispositions de l'article 134 C.Civ, c'est plutôt l'état de minorité, car c'est celui-ci qui justifie l'obligation de surveillance.

(20) La puissance paternelle ne se conçoit qu'entre parents et enfants alors que les dispositions de l'article 134 C.Civ ont une portée beaucoup plus large, il peut s'agir de toute personne dévolutive du droit de garde conformément à l'article 64 code de la famille; d'une nourrice, d'une crèche, d'une clinique psychiatrique ect...

(21) En vérité comme l'avons montré plus haut la puissance paternelle présume simplement l'obligation de surveillance qui est plutôt contenue dans la notion de garde.

(22) Voir Sadek Djeddi, op. cit. 124. & S.

sieurs personnes⁽²³⁾. L'étendue de l'obligation de surveillance supportée par chaque civilement responsable est déterminée par la convention ou le texte de loi l'instituant. Et c'est en considération de l'étendue de cette obligation de surveillance que l'on recherchera la responsabilité du civilement responsable⁽²⁴⁾, contre lequel pèsera éventuellement une présomption de faute constituée par l'inexécution ou mauvaise exécution de cette obligation⁽²⁵⁾. En ce qui concerne le cas qui nous préoccupe, on considère généralement que le fait dommageable est la conséquence d'une mauvaise éducation, d'une négligence dans l'éducation de l'enfant, d'une imprudence⁽²⁶⁾, d'une instabilité de l'enfant ou du manque d'affection⁽²⁷⁾, que l'on pourra reprocher à la mère titulaire de la garde de l'enfant.

Il semble enfin, que tel que conçue la responsabilité du fait d'autrui n'en est pas une pour la simple raison que le fondement de cette responsabilité n'est rien d'autre que la faute personnelle du civilement responsable, avec cette précision toutefois que cette faute est l'objet d'une présomption simple en faveur de la victime. Ainsi donc rien n'empêche la victime de mettre éventuellement en jeu la responsabilité de la mère sur la base de l'article 124 C.Civ.

3 — LA RESPONSABILITE DE LA MERE DE SON FAIT PERSONNEL

Le chapitre 3 du titre 1 du livre 2 du code civil, intitulé «De l'acte dommageable» comprend trois sections qui traitent respectivement de la responsabilité du fait personnel, de la responsabilité du fait d'autrui et de la responsabilité du fait des choses. La distinction de ces trois types de responsabilité qui obéissent à des règles propres ne signifie pas pour autant qu'il n'y a aucun lien entre elles. La responsabilité du fait personnel constitue, en effet, la responsabilité de droit commun, alors que les responsabilités du fait d'autrui et du fait des choses ne sont que des responsabilités subsidiaires⁽²⁸⁾. En d'autres termes la victime d'un dommage causé par

(23) Il y a par exemple l'obligation de surveillance assumée par les parents, il y a ensuite celles qui pèsent sur l'enseignant ; sur le centre de vacances etc...

(24) L'obligation de surveillance mise à la charge d'une nourrice n'est pas comparable à celle assumée par la personne dévolutive du droit de garde.

(25) Voir l'alinéa 2 de l'article 135 C.Civ.

(26) Voir H.L. Mazeud & A Tunc, op. cit. n°776 et suit et les références citées.

(27) Voir Mme Khelef, op. cit, p. 84.

(28) Contrairement à l'ordonnance du 74-15 relative à l'obligation d'assurance des véhicules automobiles et un régime d'indemnisation des dommages qui prévoit une responsabilité d'ordre public à laquelle il ne peut être dérogé

le fait d'une chose ou celui d'une personne soumise à la surveillance d'autrui, n'est pas obligée de demander la réparation du préjudice qu'elle a subi au gardien de la chose ou à la personne chargée de la surveillance de l'auteur du dommage. Elle peut en effet se prévaloir de la responsabilité du fait personnel du gardien ou de la personne chargée de répondre du fait d'autrui conformément aux dispositions de l'article 124 C.Civ, et il lui suffit pour ce faire de prouver la faute personnelle du gardien ou de la personne chargée de la surveillance d'autrui. Ces derniers seront dans ce cas tenus pour responsables non pas es-qualité de gardien ou de chargé de surveillance d'autrui mais en raison de leur fait personnel. Les responsabilités du fait d'autrui et du fait des choses sont des responsabilités dérogoires au droit commun prévues en faveur des victimes de dommages qui ne peuvent obtenir de réparation sur la base de l'article 124 C.Civ. Il arrive, en effet, que la victime soit dans l'impossibilité d'administrer la preuve de la faute du responsable et c'est pourquoi, le législateur a prévu ces responsabilités de secours⁽²⁹⁾. Il s'agit donc là de régimes de responsabilité de faveur qui ne s'imposent point à la victime. Elle pourra choisir, en fonction de ses intérêts, entre la responsabilité du fait personnel ou la responsabilité du fait d'autrui ou la responsabilité des père et mère. Ce choix est cependant exclu dans les cas où les conditions de mise en jeu des responsabilités dérogoires ne sont pas réunies, et il ne restera donc à la victime que le recours à la responsabilité de droit commun.

En ce qui concerne le cas qui nous préoccupe à savoir la responsabilité de la mère du fait des enfants dont elle a la garde, la question présente quelques particularités, dans la mesure où: «... celui qui est tenu d'exercer la surveillance peut échapper à la responsabilité en prouvant qu'il a satisfait à son devoir de surveillance ou que le dommage se serait produit, même si la surveillance avait été exercée avec la diligence requise⁽³⁰⁾». En d'autres termes, la responsabilité du civilement responsable est fondée sur sa faute présumée ce qui n'est pas à proprement dit un cas de responsabilité du fait d'autrui⁽³¹⁾. En effet, la seule différence entre les dispositions de l'article 124 C.Civ relatif à la responsabilité du fait personnel et les dispositions de l'article 134 C.Civ portant responsabilité du fait d'autrui a trait à la preuve de la faute de la personne tenue pour responsable. La faute doit être prouvée dans le premier cas, alors qu'elle

(29) Voir H & L. Mazeaud et A Tunc, op, cit., n° 782.

(30) Voir alinéa 2 de la l'article 135 C.Civ.

(31) Voir H.L. Mazeaud & A tunc, op. cit., n° 708.

fait l'objet d'une présomption simple dans le second cas. Ce simple renversement de la preuve ne saurait à lui seul justifier une dualité de régime de responsabilité. La responsabilité du fait d'autrui comme d'ailleurs la responsabilité du fait des choses suppose que le civilement responsable est resté complètement étranger à la réalisation du dommage, or aux termes de l'article 135 & 2 C.Civ. le fait dommage est présumé être la conséquence de l'inexécution de l'obligation de surveillance assumée par le civilement responsable. D'ailleurs le législateur conscient de cette situation a nettement distingué la responsabilité du commettant qui est véritablement un cas de responsabilité du fait d'autrui⁽³²⁾ de la responsabilité des personnes tenues d'exercer une surveillance sur autrui.

Ceci étant, la victime a toute latitude pour engager la responsabilité personnelle de la mère, en prouvant notamment, une négligence dans l'exécution des obligations qu'elle assume en vertu du droit de garde, et qui a favorisé l'acte dommageable de l'enfant.

En conclusion, au fond j'adhère à la solution retenue par Mme. HANIFI en ce qu'elle est plus conforme à nos moeurs et traditions, il n'en reste pas moins vrai qu'en l'état actuel de la législation, la responsabilité de la mère du fait de son enfant mineur peut être engagée.

Le droit de garde ne confère pas seulement des droits sur l'enfant, il comporte aussi des devoirs à l'égard de l'enfant et des tiers et il faut bien assumer ces devoirs.

[32] La responsabilité du fait d'autrui a généralement pour fondement la théorie du risque ou la garantie, voir H.L. Mazeaud & A Tunc; op., cit. n° 707. Voir aussi l'article 137 C.Civ qui prévoit un recours contre l'auteur du dommage au profit du civilement responsable, ce qui signifie que l'auteur du dommage peut être personnellement responsable conformément à l'article 124 C.Civ. et que le fondement de la responsabilité du civilement responsable est plutôt le risque ou la garantie mais non la faute. Ce recours est cependant exclu pour les parents dès que le fait dommage leur est imputable d'une part et que généralement l'enfant ne peut être personnellement responsable dès lors qu'il n'a pas atteint l'âge de discernement